

débat sur les nationalisations

1- Le poids du PCF et les manoeuvres du patronat



Le samedi 15 janvier a eu lieu une réunion de discussion sur les nationalisations à laquelle participaient des camarades d'entreprises nationalisables ou déjà « nationalisées ». Etaient représentés les PTT, la SNCF, EDF, Renault, la Cil, Thomson-CFS, Roussel-Uclaf, Dassault. Il s'agissait, avant d'entamer un débat au fond, d'envisager comment le problème des nationalisations est ressenti dans ces entreprises nationalisables

Thomson-CSF : La patronat filialise à tout va et organise une sous-charge dans certaines usines (à la CSF Laval). L'embauche est bloquée partout. La restructuration continue notamment dans la branche informatique : fermeture de certaines usines de composants (ainsi celle de Dijon) et transferts en Espagne et au Maroc. Le débat sur les nationalisations existe peu. Les travailleurs manquent de combativité et attendent un peu de voir comment ça se passe. A la CFDT, le thème des nationalisations est discuté uniquement dans une commission de cadres. Rien n'est fait pour donner envie aux militants d'en discuter. Le Parti socialiste fait diffuser un document de 35 pages sur le problème des télécommunications en France : peu de nouveautés dans ce texte.

Dassault : 15 000 personnes y travaillent dans douze usines. Cette entreprise est, elle aussi, en pleine restructuration. Toute la branche « productive » est peu à peu détachée de la société-mère : ainsi les secteurs études-prototypes et équipements. L'idée est de ne livrer, à une éventuelle nationalisation, que les usines de série. Un exemple de cette politique : la conclusion de l'accord Dassault-SNIAS-Douglas pour la fabrication du Mercure 200. Dassault risque de devenir un sous-traitant de la firme américaine Douglas puisqu'il lui a déjà vendu les plans de Mercure 100. L'influence du PCF est très forte. La CGT est structurée en ce sens pour une future nationalisation. Un technicien chargé de préparer cette échéance a été spécialement embauché au comité d'entreprise où la CGT est majoritaire. Au cours d'une conférence de presse pour la nationalisation de Dassault, des responsables du PCF lisaient le Programme commun. La CFDT commence à faire un effort pour la perspective des nationalisations. On sent très bien, qu'en cas de nationalisation, l'entreprise deviendrait vite un « bastion » du PCF. Cela explique pourquoi la CGC mène une très forte campagne contre les nationalisations, allant même jusqu'à proposer dans la boîte un référendum à ce sujet : pour ou contre ? Il n'est pas du tout évident, s'il avait lieu, que les travailleurs se prononceraient pour.

Roussel-Uclaf : Figurait dans les nationalisables du Programme commun. Depuis elle a été absorbée par le firme multinationale allemande

Hoesch. Là aussi le PCF « a mis le paquet » sur la nationalisation, notamment à Romainville où se trouve la plus grosse usine et le centre de recherche (neuf cellules du PCF dans cette unité). Le conseil municipal a organisé une réunion pour réclamer la nationalisation devant les portes de l'usine. La CGT, très structurée par le PCF, appuie évidemment. La CFDT et le PSU sont peu nombreux. A noter : le président du Conseil de surveillance de l'entreprise est allemand. Le contrôle de Hoesch est de plus en plus important.

PTT : Il se passe les mêmes phénomènes qu'à la Thomson : finalisation, intervention des multinationales, démantèlement du secteur public. Le projet du PS ne répond pas à cette offensive puisqu'il propose de diviser la poste et de créer un grand secteur nationalisé des télécommunications. Nous pensons, au contraire, qu'il faut se battre pour l'unité des PTT afin d'empêcher que ces prises de contrôle du privé, irréversibles, ne soient accomplies. Cette bataille se retrouve au sein des syndicats où la répartition est la suivante : CGT: 40-45 % - CFDT : 18 % - FO : 22-23 %. Le débat sur les nationalisations traverse la CFDT: comment contrôler les grandes orientations dans les PTT? C'est la question principale. Quel contrôle ouvrier dans les petites unités ?

Renault : La Régie emploie directement 100 000 personnes. Il y en a à peu près autant dans les filiales (au nombre de 300 touchant des domaines très divers : poids lourds, immobilier, machine-outils, technologie, fours solaires). La garantie de l'emploi n'est plus assurée. La régie se comporte de plus en plus comme une entreprise privée après avoir été pilote en France pour l'action sociale (troisième puis quatrième semaine de congés payés). Les travailleurs ne sentent donc plus très bien ce que signifie le statut de régie nationale. Il y a actuellement une crise et une restructuration européenne de l'automobile. On s'oriente, en France, vers deux grands

groupes : Renault-Saviem-Berliet et Peugeot-Citroën. Il y a des difficultés de gestion car les marges bénéficiaires diminuent (elles n'étaient que 2 à 3 % en 1975). L'objectif serait donc de « renationaliser » Renault car cela permettrait le contrôle de nombreux secteurs (puisque le poids-lourd, la machine-outils et la recherche sur le transport ont été dénationalisés). La CGT et la CFDT réclament donc une nationalisation de l'ensemble (filiales comprises). Pour l'instant seul le PCF fait feu de tout bois sur ce thème ; il est très implanté. Mais cette campagne a peu d'écho en dehors des militants de la CGT (qui représente 65 % des voix). Le problème à poser dans ce cadre : comment dans une entreprise gigantesque pouvoir favoriser l'intervention directe des travailleurs ?

EDF : Elle est comme les autres en voie de dénationalisation par la finalisation. Les capitaux, les compétences sont réinvestis dans le privé. L'exemple de Framatome est significatif. Par ailleurs, EDF favorise la mainmise des multinationales en les prenant comme fournisseurs exclusifs. Des secteurs entiers (ainsi l'entretien des centrales nucléaires, des lignes) passent au privé. Au niveau des possibilités d'intervention pour les travailleurs et les syndicats il faut savoir qu'il y a une représentation syndicale au conseil d'administration et des organismes paritaires consultatifs. Pour le PCF cette structure est satisfaisante. Il suffirait dans le cadre d'une nouvelle

gestion de changer les grandes orientations, donc de revenir à une nationalisation du type 1945. La hiérarchie actuelle serait maintenue. Elle est défendue par la CGT. La CFDT a des positions antihiérarchiques et se bat aussi pour un décloisonnement des organismes paritaires et leur ouverture vers l'extérieur. Mais le personnel très hostile à la filialisation se bat surtout pour le maintien des statuts actuels.

SNCF : La nationalisation n'est pas bien ressentie, car l'ancien statut de 1945 offre peu d'avantages. La SNCF est de plus en plus utilisée en faveur d'intérêts privés. Que changerait une nationalisation ? Il y a actuellement 280 000 cheminots. La direction actuelle maîtrise mal l'ensemble de ces services. Le PCF ne conçoit la gestion démocratique qu'à travers un remplacement des chefs en place. Il a entrepris une offensive en direction des cadres administratifs supérieurs. Face à cela la CFDT n'a pas de politique à opposer à celle de la CGT. Son bureau fédéral combat la gauche syndicale et prépare un virage vers le Programme commun.

Métallurgie 93 : Le problème sensible est celui de la machine-outil, en pleine phase de restructuration. La nationalisation est discutée au sein de la CGT (ultra-majoritaire).

(à Suivre : prochain article : le contenu des nationalisations)